

Tableau 4 :

## Evolution du coût salarial moyen selon le secteur économique

	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT					POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT AU MÊME TRIMESTRE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE				
	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013
Industrie, y compris énergie	-3,2	1,3	2,3	-1,5	2,1	1,8	0,5	3,2	-1,0	3,9
Construction	-1,7	-1,0	0,8	-2,6	4,5	2,8	1,1	1,3	-4,4	1,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles ; transports et entreposage ; hébergement et restauration	-0,5	0,9	0,6	0,6	0,7	0,5	1,0	1,2	1,6	2,8
Information et communication	2,9	-0,5	1,5	-0,3	-1,2	2,2	1,8	-0,8	3,9	-0,6
Activités financières et d'assurance	1,3	-3,0	6,9	1,1	0,1	4,9	-1,1	8,0	6,3	4,8
Activités immobilières	0,9	-1,3	4,6	-2,4	0,4	2,2	-0,6	2,9	2,8	1,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien	-0,1	0,4	0,3	1,8	-1,0	1,0	1,7	0,0	3,0	1,4
Administration publique, défense, éducation, santé humaine et action sociale	-0,5	-0,3	0,2	1,8	-0,3	1,9	1,4	1,2	1,7	1,9
Arts, spectacles et activités récréatives ; autres activités de services	0,9	0,0	1,5	0,4	0,6	2,5	2,1	2,2	2,8	2,6
<b>Coût salarial moyen - économie totale</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>2,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,7</b>

Remarque : les données trimestrielles sont ajustées pour les variations saisonnières

Source : Statec, calculs BCL

En glissement trimestriel, le coût salarial moyen a progressé de 0,5 % au deuxième trimestre 2013. Il s'est inscrit en baisse dans l'information et communication, les services aux entreprises et le secteur public au sens large.

A noter que selon les données administratives de la sécurité sociale, les coûts salariaux horaires auraient progressé de manière plus dynamique que le coût salarial par tête, en raison du recul du volume du travail.

En conclusion, la plus récente actualisation des comptes nationaux confirme une certaine modération salariale, avec toutefois une légère accélération de la progression du coût salarial moyen au deuxième trimestre 2013. Par ailleurs, la dynamique des salaires est essentiellement imputable à l'apport de l'indexation, sans lequel le coût salarial moyen réel n'aurait que très légèrement progressé au deuxième trimestre 2013 – du moins toutes autres choses égales par ailleurs. Eu égard au caractère encore provisoire de ces données, la prudence reste cependant de mise quant à l'interprétation des comptes nationaux, susceptibles de faire l'objet de révisions dans des publications ultérieures.

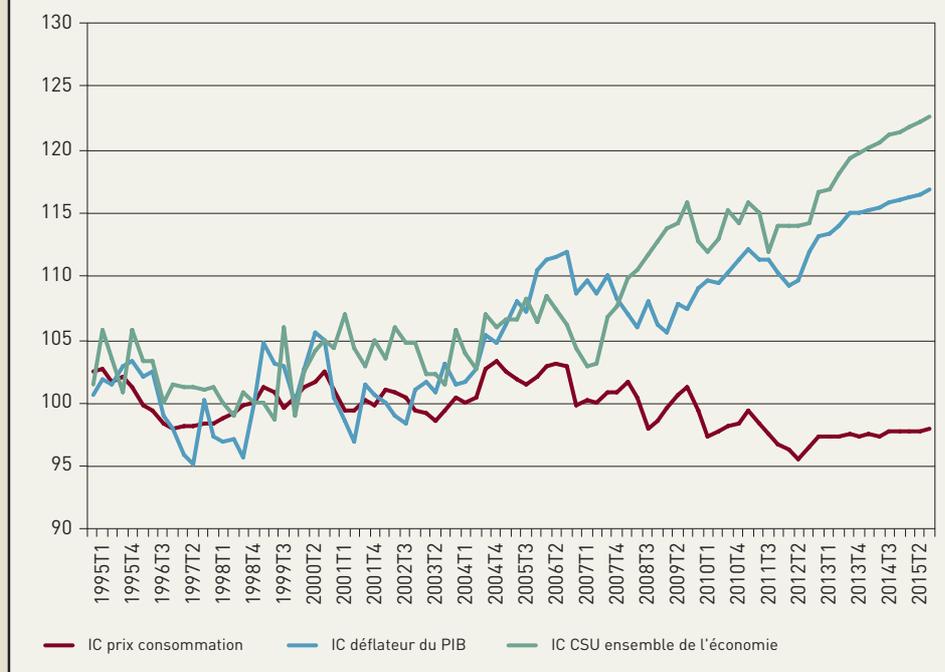
Encadré 1 :

## LES INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ-PRIX

La compétitivité-prix (ou compétitivité-coûts) est généralement considérée comme un des facteurs les plus déterminants permettant d'expliquer les performances à l'exportation d'une économie sur un horizon de court à moyen terme. Pour une petite économie si largement ouverte que celle du Luxembourg, il est dès lors primordial d'avoir une idée relativement précise de son évolution. La compétitivité-prix (coûts) d'une économie s'apprécie traditionnellement à l'aide de différentes mesures de taux de change effectifs réels. Il s'agit d'indicateurs qui comparent l'évolution des prix/coûts dans l'économie domestique à l'évolution d'une moyenne pondérée des mêmes prix/coûts observés dans les principaux pays partenaires, toujours exprimés dans une devise commune.

Graphique 1

Indicateurs de compétitivité basés sur les prix à la consommation, le déflateur du PIB et les coûts salariaux unitaires (CSU) dans l'ensemble de l'économie



Sources : Eurosysteme, calculs BCL

La BCL calcule et publie régulièrement des taux de change effectifs réels pour l'économie luxembourgeoise en suivant cette approche. Le graphique 1 présente les indicateurs de compétitivité de l'économie luxembourgeoise prolongés jusqu'en 2015 à l'aide des projections de décembre 2013 de la BCL et de l'Eurosysteme<sup>5</sup>. Pour chacun d'entre eux, une augmentation de la courbe signifie que les prix (ou les coûts) augmentent plus rapidement au Luxembourg que chez ses partenaires, impliquant une détérioration de la compétitivité luxembourgeoise.

Durant le premier semestre de l'année 2012 les indicateurs de compétitivité prix/coûts ont connu une légère décreue, en partie en raison de la dépréciation de l'euro liée à la recrudescence des tensions sur les marchés des obligations souveraines. Selon les résultats du récent exercice de projection de l'Eurosysteme, l'amélioration ne serait que passagère et les indicateurs de compétitivité devraient globalement renouer avec leur détérioration tendancielle sur l'horizon 2013-2015, à l'exception de l'indicateur déflaté par l'indice des prix à la consommation qui devrait globalement se stabiliser à partir du début de l'année 2013.

5 Les années 2013-2015 se basent sur les projections des déflateurs pour les dix-sept pays membres de la zone euro et sur des hypothèses techniques pour le Royaume-Uni, la Suisse, les Etats-Unis et le Japon.

## 1.2.2 Le marché du travail

### 1.2.2.1 L'emploi

Les plus récentes données définitives révèlent une progression annuelle de l'emploi salarié (intérieur) de 1,8 % au mois de juillet 2013. Selon des estimations, la croissance de l'emploi se serait établie à 1,9 % en moyenne au cours des trois mois suivants. La prudence reste cependant de mise quant à l'interprétation de ces données, eu égard à leur caractère provisoire.